

● COLOMBIE : DES PAYSANS CONTRE LES COLONS DE LA TERRE

Lire notre enquête p. 10

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

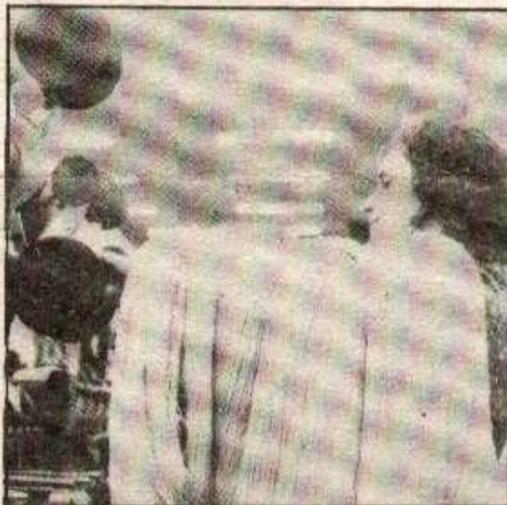
Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 20 SEPTEMBRE - n° 511

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

700 licenciements à la lainière de Roubaix



Après le C.E. de vendredi, la direction de Prouvost-Masurel annonce des licenciements. On parle de 700 sur 5 000 salariés. Le groupe investit de plus en plus à l'étranger, surtout en Afrique, où le salaire horaire ne dépasse pas 6 francs, en Corée, où il tourne autour de 1,50 F dans les pays de l'Est, où les grèves sont rares... En 75, il y réalisait déjà 45% de son chiffre d'affaires. Les usines du Nord, elles, ne seraient plus rentables. Les travailleurs de la Lainière refusent ces explications, et les licenciements qu'elles voudraient justifier.

(Voir page 5)

Italie

FERMETURE DES PLUS GRANDS HAUTS FOURNEAUX

À la suite d'une grève sauvage

A Taranto, la grève décidée par 200 travailleurs de la métallurgie a eu pour conséquence la fermeture des plus grands hauts-fourneaux d'Italie pour au moins 40 jours. Les métallurgistes, employés par la société Belleli, sous-traitante d'Italsider, entreprise nationalisée, devaient être mutés dans une autre unité près de Gênes, à 900 kilomètres.

Cette mutation avait été approuvée par le ministère du Travail et par les directions syndicales. Apprenant cette décision, les travailleurs de Belleli ont quitté les syndicats, et ont immédiatement arrêté le travail, obligeant la direction à fermer les hauts-fourneaux, qui produisent un tiers de la fonte italienne.

UNION DE LA GAUCHE

RACCOMMODAGE

... pour combien de temps ?

Ainsi, la lente désescalade qui avait suivi le coup de semonce de Robert Fabre mercredi soir, semble devoir déboucher sur une rapide reprise des discussions au sommet. La date exacte devait être fixée après la tenue du comité directeur du PS de lundi après-midi, mais déjà Fiterman pour le PC, Fabre pour le MRG (Radicaux de gauche), et Béregovoy pour le PS, annonçaient successivement ce week-end qu'ils étaient

prêts à reprendre les discussions.

Ce n'est pas une surprise, puisque nous indiquions dès le coup d'éclat de Fabre, que les trois partenaires de l'union de la gauche étaient condamnés à s'entendre au moins jusqu'aux échéances de 78. On peut prévoir que chacun va maintenant s'employer à minimiser l'incident, et à en tirer profit.

Pour le MRG, ce profit a déjà été, pour une large part, encaissé : les coups de projecteurs prolongés des médias sur Fabre et son mouvement, les félicitations obséquieuses de la droite, ont ces quatre derniers jours contribué à l'objectif de l'opération : valoriser le MRG, le faire apparaître comme occupant une posi-

tion propre, différente de celle du PS, à l'intérieur de l'union de la «gauche».

Pour le PS, il va s'employer à se présenter comme le réconciliateur, le réunificateur de la gauche divisée ; la déclaration de Mitterrand faite jeudi, en appelant directement aux électeurs de la gauche, par-dessus les querelles des partis, montre la ligne de conduite que s'est fixée le leader du PS.

Quant au PCF, le coup d'éclat de Fabre sera utilisé sans doute pour justifier les reculs et les compromis que ce parti sera obligé de consentir sur les revendications maximales qu'il a avancées depuis plusieurs mois, principalement sur la liste des nationalisations.

(Suite page 7)

Espagne

Heurs et malheurs du gouvernement Suarez

Lire notre reportage p. 12

Offensive sioniste au Sud Liban

Alors que de nombreuses manœuvres diplomatiques en particulier le mystérieux voyage en Europe du ministre sioniste Moshe Dayan, préparent une tentative de règlement impérialiste pour l'Assemblée générale de l'ONU qui commence cette semaine, les sionistes, qui appuient et encadrent les fascistes libanais, ont lancé une offensive sans précédent au Sud-Liban. Leur artillerie et leur aviation ont bombardé le village de Khiam, tenu par les forces des patriotes et de la Résistance Palestinienne.

Yasser Arafat a envoyé des messages aux chefs d'Etat arabes pour les mettre en garde au sujet de la gravité de la situation au Sud.

(Voir page 8)

«J'informe» : Un fil à la patte de quatre milliards

Après les grandes manœuvres d'Hersant pour mettre la main sur la presse, après le lancement du *Matin*, un nouveau quotidien est arrivé sur le devant de la scène, à grands renforts de publicité. Lundi matin, de nombreuses hôtesses distribuaient des fac-similés de la «Une» à la sortie des gares parisiennes. Il est vrai que *J'informe* a de gros moyens, puisque Paribas et Michelin, entre autres, le soutiennent.

(Voir page 2)

Le rayon «justice» des grands magasins

Les responsables des Nouvelles Galeries d'Annecy ont été condamnés à des peines de prison avec sursis pour avoir séquestré et fouillé une caissière qu'ils soupçonnaient d'avoir volé 18-F. Les grands magasins ont de plus en plus tendance à faire leur police et leur justice eux-mêmes.

(Voir page 4)

Métro : Faire respecter les accords de juin

Les patrons des entreprises de nettoyage du métro reviennent de cent façons sur les accords signés après la dure grève de juin. Licenciements, projet de faire éclater les six entreprises en douze pour casser le mouvement syndical... Les travailleurs sont vigilants, ils ne seront pas mis devant le fait accompli. Les assemblées générales se multiplient pour renforcer la mobilisation et préparer la lutte.

(Voir page 6)

POLITIQUE



Fontanet (à gauche) passant ses pouvoirs de ministre à Haby : du gouvernement à la presse gouvernementale.

Après qu'Hersant ait semblé un moment en passe de l'absorber tout entière, la presse politique quotidienne connaît, dans ses organes bourgeois, un certain développement. Après *le Matin*, proche du parti socialiste, c'est *J'informe*, dirigé par le centriste Fontanet, qui voyait le jour ce lundi à Paris. Cependant, la presse Hersant elle-même tente de se renforcer, avec notamment un certain nombre de signatures dites « de prestige » au *Figaro*. Et on prête à Dassault, qui déjà avait tenté voici plusieurs années, l'expérience manquée de *Paris-Jour*, l'intention de relancer un quotidien au cas où le programme commun l'emporterait aux élections. De toutes parts, il est visible que ces publications, plus qu'à des opérations financières, répondent au souci politique de prendre date pour la situation qui prévaudra après les élections de mars prochain.

« Nous n'avons l'argent, nous réussissons » : c'est ce que n'a pas craint de proclamer Joseph Fontanet, ancien ministre de Pompidou, à propos du nouveau journal du soir qui sort ce lundi : *J'informe*. Vingt quatre pages, trois cent mille exemplaires pour commencer, une présentation en format « tabloïd », une séparation entre ce qui est qualifié « d'information » et ce qui est considéré comme « commentaires et prises de position » : telles sont les caractéristiques de cette nouvelle publication, qui ne comportera pas de photos, mais seulement des dessins. Le public visé est clairement désigné : c'est celui des cadres, des enseignants, des responsables politiques... qui sont précisément au centre du public actuel du *Monde*. En choisissant, de plus, de faire sortir son journal l'après-midi à Paris, Fontanet ne cache pas qu'il entend faire concurrence à ce quotidien.

A l'assaut du monde

L'enjeu politique est clair : actuellement, *Le Monde* est en quelque sorte parvenu à être la lecture obligée des professionnels de la politique et des cadres de tout poil. Or *Le Monde*, ce n'est plus un mystère pour personne, est, surtout depuis l'élection présidentielle de 1974, assez nettement orienté en faveur du parti socialiste. Fontanet considère donc que parmi les lecteurs actuels du *Monde*, une partie qui est plutôt favorable à la droite, pourrait s'en détourner pour acheter son journal. Déjà, on avait prêté à Hersant, voici quelque temps, l'intention de faire de son *Figaro* un journal du soir, dans le même but. Il avait finalement renoncé, et pour cause : fabricant patenté d'une presse ouvertement aux ordres, il

Voici ce qui nous fera vivre ou disparaître.

1. Nous informons sans défiance. Tout le monde revendique l'objectivité. Nous préférons respecter une seule promesse : l'honnêteté.

2. Nous informons pour aider à comprendre. La vérité, c'est les faits. C'est aussi ce qu'il y a au-delà des faits. En cela, nous le rechercherons.

3. Nous informons avec clarté. Pour exposer les faits et pour les commenter, il faut être clair, dans la forme et dans le fond. Nous le savons.

4. Nous informons dans tous les domaines. Nous traitons avec le même intérêt le sport comme la politique, les spectacles comme l'économie.

5. Nous informons. *J'informe* n'est pas le journal d'un parti. Il ne le sera jamais. Ses journalistes seront indépendants. Et responsables.

Joseph Fontanet,
Directeur

Philippe Reynaud,
Rédacteur en Chef

ne pouvait prétendre avec crédibilité concurrencer *Le Monde* sur le terrain de la prétendue objectivité.

Une image «libérale»

En lançant son journal, Fontanet s'entoure de certaines précautions qui devraient, selon ses espoirs, lui éviter cet inconvénient. En particulier, il joue sur sa personnalité de politicien « centriste », qui aurait de ce fait un certain goût pour les réformes. Il n'a pas hésité à embaucher ceux des journalistes de *France-Soir* qui, tout en ayant refusé de travailler sous les ordres d'Hersant, n'ont pas participé au lancement du *Matin de Paris*, pour des raisons d'orientation politique : parmi eux, on remarque notamment

J'INFORME

De la circulaire répressive au journal quotidien :

LE RÉACTIONNAIRE FONTANET

Par Jean LERMET

l'ancien secrétaire de la section CGC de *France-Soir*. D'une manière générale, le nouveau quotidien a évité, dans son recrutement, de paraître se créer d'emblée sur la base d'une chasse aux sorcières : c'est le pari de « l'ouverture », symbolisé par la campagne publicitaire où les journalistes sont présentés comme des gens simplement soucieux de faire leur métier « d'information ».

Un passé bien chargé

Il sera cependant bien difficile au nouveau patron de presse de cacher ses origines : ancien ministre de Pompidou, il a été

contre lui les étudiants, à propos d'une réforme dont il était l'auteur. Il devait perdre son siège de député de la Savoie devant un socialiste ; aux dernières nouvelles, on disait qu'il cherchait une circonscription en Bretagne : finalement, il aura préféré le journalisme politique.

D'où vient l'argent ?

On n'a pas fini, non plus, de parler des sources financières qui permettent aujourd'hui à *J'informe* de paraître.

Jacques Sauvageot, directeur de publication du *Monde*, les reprochait ouvertement à l'ancien ministre centriste, samedi, à la

travaux publics Fougerolles. Paris, une des grandes banques d'affaires, est actionnaire de Fougerolles, et se trouve de plus représentée dans le conseil d'administration par Jacques Barbarin. Les pétroliers interviendraient par l'intermédiaire d'un certain Vallat, de la Sofumar, société de navigation contrôlée par les compagnies pétrolières d'État. C'est probablement dans cette branche qu'il faut situer également le maire d'Ingrandes, conseiller général de la Vienne : Montenay. En plus de l'*Écho de la Vienne*, il dirige en effet plusieurs « feuilles confidentielles » destinées aux milieux patronaux, et portant sur les problèmes du Proche-Orient.

Une lutte au couteau

De l'argent, il en fallait, à en juger par les premiers frais engagés pour l'entreprise : un demi-milliard ancien pour la campagne de lancement, un milliard et demi pour le matériel de photo-composition. Et l'un des responsables a estimé à trois milliards anciens par an les « frais fixes » du journal. Il faudra en effet des arrières pour s'attaquer au *Monde*. Mais la situation de ce dernier autorise certains espoirs à ceux qui se lancent dans l'entreprise : en augmentant son nombre de pages pour accueillir plus de publicité, le journal a augmenté ses frais fixes en papier et en personnel. Si sa vente se trouvait compromise dans des proportions suffisantes par la sortie du quotidien de Fontanet, il pourrait se trouver en face de certaines difficultés. Une petite guerre est déjà ouverte entre les deux titres sur l'heure de parution pour la région parisienne.

Monsieur Fontanet, dont le journal serait, paraît-il équilibré financièrement par une vente de 120 000 exemplaires (en comptant une publicité importante), se dit cependant prêt d'ores et déjà à poursuivre son entreprise pendant au moins deux mois, même s'il ne devait vendre que 50 000 numéros par jour. Il est vrai que, sur le chemin de la presse capitaliste non rentable, il peut trouver un prédécesseur : c'est le *Matin*, quotidien officieux du PS qui, tout en trouvant une certaine clientèle de lecteurs, reste aujourd'hui encore pratiquement sans publicité : là encore, il faut bien que l'argent vienne de quelque part...

LE PARIS DE CHIRAC

Chirac a présenté plusieurs projets d'aménagement de Paris qui seront examinés par le Conseil de Paris ce lundi.

Devant l'hôtel de ville, une grande place dallée avec des fontaines et des bassins sera aménagée, au dessous il y aura un parking. Chirac veut faire de la place de l'Hôtel de ville une esplanade piétonnière, et un lieu de rassemblement. L'esplanade des Invalides sera aménagée, les voitures en seront chassées.

Dans le quartier de la rue Vercingétorix, 3 hectares d'espaces verts seront aménagés, une piste cyclable de 2,2 kilomètres doublera la rue Vercingétorix. Les chantiers seront soumis à l'autorisation préalable du maire.

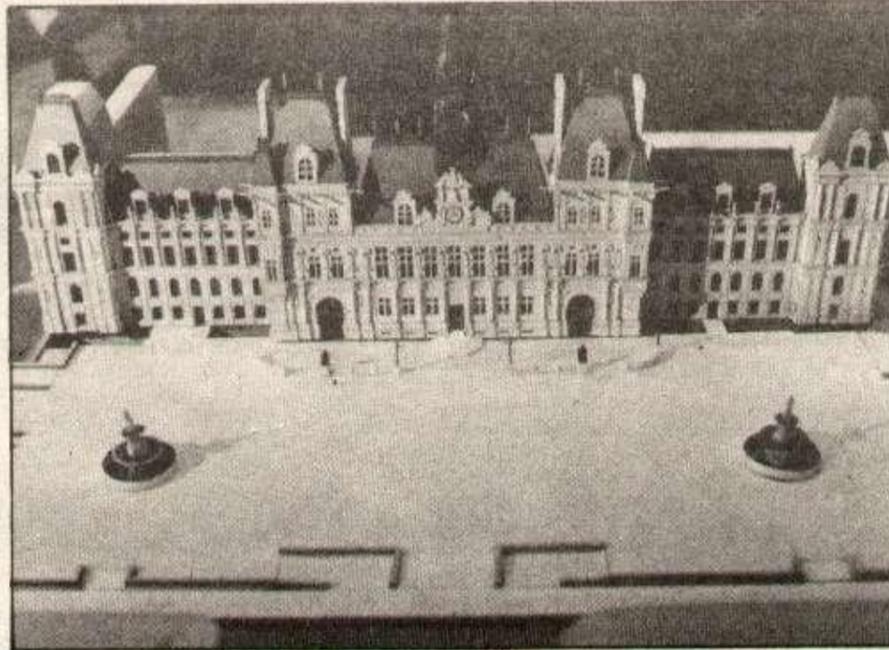
Le téléphone pourrait être installé gratuitement chez les personnes âgées ayant de faibles revenus. Dix mille logements sociaux vont être construits.

Ces projets qui prennent en compte certains aspects des revendications exprimées par les écologistes :

espaces verts, espaces piétonniers, piste cyclable... ont été annoncés dans une perspective électorale évidente, l'aménagement de la capitale est pour le RPR une bonne affiche publicitaire. Mais que changeront-ils à la vie des habitants de Paris ? Ils ne sont pas consultés, les

quartiers du centre qui verront la plupart des aménagements vont continuer à se vider de leurs habitants : c'est le cas du quartier des Halles et du Marais. La politique chiraquienne d'aménagement de Paris est une politique de prestige, conduite en fonction de ses ambitions

politiques. Le jour où il annonçait ses projets, Chirac refusait de recevoir une délégation des travailleurs africains du foyer incendié de la rue Sedaine, et ses flics tentaient de les expulser de la place de l'Hôtel de ville destinée soi-disant à devenir un lieu de rassemblement.



Le projet de la future place de l'Hôtel-de-Ville : interdite aux manifestants.

L'Isle d'Abeau

VILLE NOUVELLE EN FAILLITE

L'une après l'autre, les villes nouvelles semblent sombrer dans les difficultés, la ville nouvelle de l'Isle d'Abeau qui se construit dans la banlieue lyonnaise connaît elle aussi de graves problèmes.

Les villes nouvelles dont

la construction concerne plusieurs communes ont un statut d'établissement public. L'établissement public de l'Isle d'Abeau a un déficit de 8 millions pour 1977. Le gouvernement refuse de renflouer les caisses des villes nouvelles, ce qui met sérieusement en cause leur avenir.

Les villes nouvelles de Cergy-Pontoise, Marne-La-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines, également en déficit, ont demandé une subvention au gouvernement. Le désengagement du gouvernement vis-à-vis des villes nouvelles, qui s'est manifesté à partir de 1974, s'est accentué après les élections municipales

qui ont vu huit des neuf villes nouvelles passer à gauche.

La conception des villes nouvelles date d'une période de croissance économique soutenue, la crise économique a mis à mal leur réalisation : les logements ne se construisent pas au rythme prévu et les entreprises sont peu nombreuses à venir s'installer. Ainsi à l'Isle d'Abeau, on prévoit qu'il ne se construira que mille logements par an au lieu des mille cinq cents prévus.

Le désengagement du gouvernement vis-à-vis des villes nouvelles se traduira par des impôts nouveaux pour les habitants de ces villes : le gouvernement a demandé l'augmentation des taxes communales. Pour l'instant le syndicat intercommunal de l'Isle d'Abeau a refusé d'aller au delà d'une augmentation de 13 %, mais rien ne dit qu'il n'ira pas plus loin.

Enfin, le déficit des villes nouvelles se traduira par des retards dans la réalisation des équipements collectifs et donc par des conditions de vie plus difficiles pour les habitants.



Des travaux qui risquent de n'être pas conduits à leur terme.

Foyer de la rue Sedaine : un deuxième mort

L'incendie qui a pris dans le hall d'entrée du foyer d'immigrés au 34 de la rue Sedaine, a fait une seconde victime. Après Sily Samballa, mort jeudi, un autre travailleur malien, Harouna Koïta est mort samedi. Ce bilan risque de s'alourdir, sept travailleurs sont dans un état critique. On avance que l'incendie pourrait être l'œuvre d'un pyromane, ce qui excluerait l'attentat raciste ; en effet, quatre autres incendies se sont déclarés la même nuit dans le quartier. Au 34 rue Sedaine, toutefois, l'incendiaire a pris le temps de refermer les portes du hall d'entrée, il semble donc qu'il y avait la volonté de faire des victimes.

Lancement d'un sous-marin nucléaire à Cherbourg

Le *Tonnant*, cinquième et dernier des sous-marins de la force océanique stratégique à propulsion nucléaire, a été lancé samedi à Cherbourg par l'arsenal de Strasbourg. Le *Tonnant* sera achevé à Cherbourg en 1979. Il sera doté de seize missiles équipés de charges thermo-nucléaires d'une portée de 4 000 kilomètres.

Il ne sera pas construit de sixième sous-marin du même type. Le prochain sous-marin qui sera lancé dans deux ans sera un sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire, nettement plus petit que les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Menaces contre le correspondant de Libération à Marseille

À la suite des articles parus dans le journal *Libération* révélant l'action d'un commando dans l'imprimerie Roto-Sud à Château-Renard qui détruisait les films de l'édition régionale du *Meilleur*, portant sur les difficultés du groupe Génoyer, et en composant un autre plus favorable à Génoyer, ce dernier a porté plainte contre *Libération*. Le correspondant de *Libération* à Marseille, qui avait révélé ces faits a reçu plusieurs menaces téléphoniques et a déposé vendredi dernier une plainte contre X pour menace de mort et d'attentat.

Tabac : il n'y a pas que la nicotine

Par la nicotine et les goudrons qu'elles dégagent en brûlant, on savait les cigarettes responsables de bien des cancers du poumon. Statistiquement, on avait aussi mis en évidence une corrélation entre la consommation de tabacs et l'artériosclérose et les attaques cardiaques. Des chercheurs de l'université Cornell de New-York sont parvenus à isoler dans la fumée des cigarettes une substance qui favorise la formation de caillots sanguins. Cette substance nommée rutin est une protéine qui agit sur le facteur XII, composante du sang qui est déterminante dans la formation des caillots.

Assises de Colmar : procès des tortionnaires d'une femme

La cour d'Assises de Colmar aura à juger à partir de mardi, trois hommes et une femme, inculpés de tentative de viol et d'attentat à la pudeur avec violence. Le 8 avril 1976, Gilles Barthélémy, Michel Barbet, Patrick Nicoleau et Anne-Marie Burin des Roziers, appartenant à la bourgeoisie de Mulhouse, tentent de violer la jeune femme de ménage de Barthélémy, Claudine B., 19 ans, débile légère. La jeune fille, qui se refuse à Barthélémy, est battue puis déshabillée, jetée dans une baignoire d'eau glacée et à nouveau battue. Puis elle subit divers sévices. Elle parvient finalement à s'échapper ; hospitalisée, elle doit rester quinze jours à l'hôpital.

Les avocats de Claudine, Gisèle Halimi et Agnès Fichot, ont obtenu que les faits soient qualifiés de crimes et soient jugés non en correctionnelle, mais en cour d'Assises.

INFORMATIONS GENERALES

Honda, vainqueur du Mans

Au quarante-et-unième Bol d'Or, sur le circuit Bugatti du Mans, le duel Honda-Kawasaki a tourné à l'avantage de la première de ces deux marques japonaises. Le trophée est revenu à l'équipage de la Honda numéro un : Jean-Claude Chemarin et Christian Léon, devant la Kawasaki numéro neuf de Godier-Genoud. Sur les soixante motos engagées, seulement vingt-trois ont terminé.



Colloque contre la pollution

Un colloque international sur la pollution s'est tenu vendredi et samedi à Calvi (Corse), réunissant écologistes, représentants de l'administration et des sociétés pétrolières. Ils ont réclamé la ratification de la convention de Londres classant la Méditerranée en «zone où tous les rejets d'hydrocarbure sont interdits». Les compagnies pétrolières ont été mises en accusation pour les forages pétroliers qui sont sur le point d'être entrepris au large des côtes orientales de la Corse.

Six militants anarchistes interpellés

Sur commission rogatoire, la police a procédé à une perquisition dimanche matin, au siège de la revue anarchiste *Poing Noir*, 154 rue Oberkampf. Six arrestations ont été effectuées, dont celle d'un militant du CAP. Selon les «Groupes autonomes anti-nucléaires», les militants arrêtés faisaient partie des groupes autonomes qui demandent la libération des inculpés anti-nucléaires.

Attentat contre les cimenteries de Grenoble

La position des comités Malville

Le comité Malville communique :

«A Morestel, lors de leurs assises nationales en 77, les comités Malville se sont déclarés en état de légitime défense et ont préconisé toute action portant atteinte à la construction de Super-Phénix tout en respectant l'intégrité des personnes. Les cimenteries Vicat choisies comme cible par les camarades anti-nucléaires produisent le ciment pour Super-Phénix. Le sabotage est judicieux, car il est en relation directe avec l'objectif : arrêter Super-Phénix. En conséquence, le comité Malville de Grenoble ne peut que se féliciter que l'appel de Morestel ait été entendu...»

«Nous profitons de cet acte pour dénoncer la démagogie et les ambiguïtés entretenues par le PCF et la CGT, ceux-ci soulignent l'illégalité de la construction de Super-Phénix, les dangers non maîtrisés pour les populations, parlent d'un débat

démocratique alors que les travaux de Super-Phénix continuent. Mais cela les arrange peut-être puisque ce qui sera fait ne sera plus à faire. Si le PCF accède avec ses partenaires de la gauche au pouvoir en 78, leur attitude laisse penser que ce seront les CRS de la gauche qui réprimeront les manifestants anti-nucléaires après les élections.»

Pour notre part, rappelons que l'attentat contre la cimenterie Vicat, quelle soit son origine, ne semble pas de nature à rallier à la lutte contre le programme nucléaire les travailleurs de la région, en particulier ceux de la cimenterie. Un délégué CGT, membre du Comité Malville de Bouvesse, nous disait la difficulté qu'il y avait à mobiliser effectivement les travailleurs contre ce projet, compte tenu de l'attitude du PCF sur ce problème. Il ne semble pas que l'attentat de la cimenterie Vicat ait contribué à diminuer ces difficultés.

LES RAYONS SPECIAUX DES GRANDS MAGASINS

Le tribunal correctionnel d'Annecy a condamné trois responsables d'un super-marché d'Annecy, vendredi dernier, pour voies de faits de séquestration envers une caissière, à quatre mois de prison avec sursis et 1 500 F d'amendes. Un comparse, employé d'une société de surveillance a été condamné par défaut à dix mois de prison avec sursis et 200 F d'amende. Leur avocat a fait appel. Cette condamnation de responsables de super-marché est un fait suffisamment rare pour qu'on la souligne, mais elle ne doit pas faire oublier que des centaines de faits de ce genre se produisent dans les grands magasins sans avoir de suites judiciaires.

Melle Ocampo termine sa journée de travail aux Nouvelles Galeries d'Annecy, ce 20 juillet 1976, lorsqu'elle est convoquée par le sous-directeur. Emmenée dans les bureaux du magasin, elle est soumise à un interrogatoire en règle par le sous-directeur, le chef du personnel, le chef du service alimentation et un employé d'une société de surveillance opérant aux Nouvelles Galeries. Il lui est reproché d'avoir encaissé sans les enregistrer le prix de marchandises pour un total de 45 F. Après le contrôle de la caisse, il est constaté qu'il y a un déficit de 18 F.

SEQUESTREE TROIS HEURES

Trois heures durant, Melle Ocampo est maintenue de force dans un bureau, soumise à un interrogatoire, fouillée et finalement contrainte d'écrire sous la dictée, une lettre où elle reconnaît avoir volé la somme de 2 F et ne pas avoir enregistré pour 45 F de marchandises. En outre dans cette lettre, elle dénonce pour les mêmes pratiques plusieurs de ses camarades.

Deux semaines plus tard, elle porte plainte pour séquestration, violence morale, extorsion de signature et dénonciation calomnieuse. Les responsa-

bles de ces faits ont donc été condamnés relativement sévèrement en égard à la mansuétude traditionnelle de la justice vis-à-vis des patrons et de leurs auxiliaires. Le tribunal d'Annecy, plus que la violence exercée à l'encontre de Melle Ocampo, a condamné la substitution à la justice et à la police des responsables du magasin. Cette réaction d'un tribunal n'empêche pas le développement dans les magasins à grande surface d'une police et d'une justice parallèles, parfaitement illégales, mais rarement réprimées.

LE «RAYON JUSTICE» DES GRANDS MAGASINS

La mésaventure de Melle Ocampo, n'est pas, loin de là, unique en son genre. De tels faits sont devenus très fréquents, et on pourrait en citer plusieurs qui ont été divulgués.

Tout dernièrement, une femme faisant ses courses dans un super-marché lyonnais était emmenée par deux surveillants dans une arrière-salle, fouillée et détenue pendant une heure. Dans un magasin de Nanterre, un jeune pris en flagrant délit de vol a été emmené dans le bureau du directeur et fouillé, fouillé qui s'est terminé tragiquement, puisqu'un convoyeur de fonds a tiré sur le jeune le blessant gravement, au moment où celui-ci sortait de sa ceinture un pistolet en plastique.

Certains magasins ont leur police privée qui in-

terpelle le voleur ou celui soupçonné d'avoir volé, le fouille et le tabasse dans une arrière-salle pour lui escroquer une «amende» plusieurs fois supérieure au prix de la marchandise volée. La police ferme les yeux sur ces pratiques et ne s'étonne pas qu'on lui remette des individus présentant des traces de coups. La pratique des fichiers se développe également, des magasins ont leurs fichiers de voleurs et de mauvais payeurs. De telles pratiques illégales en fait ne sont que très rarement condamnées.

Même si, la justice officielle est une justice de classe, il reste qu'un minimum de garantie et de moyens de se défendre existent face à elle, alors que l'arbitraire le plus total règne dans les arrière-salles des magasins, ces rayons d'un type particulier où l'on distribue une justice expéditive.

S.LIVET

Caissières des grands magasins : surveillées en permanence.



Démission de Revelli-Beaumont

Le directeur de Fiat-France, M. Revelli-Beaumont, a annoncé sa démission, il demeure cependant dans le groupe Fiat. Les raisons de cette démission tiennent semble-t-il aux divergences qui se sont faites jour à propos de l'enlèvement de Revelli-Beaumont. La Fiat a toujours refusé de verser la rançon demandée par les ravisseurs en échange de sa libération.

Le dernier voyage de Maria Callas

La cantatrice Maria Callas décédée vendredi dernier d'un accident cardiaque, sera incinérée mardi au cimetière parisien du Père-Lachaise.

Il ne nous restera de la grande cantatrice que des enregistrements et un film : *Médée*, tourné avec Pasolini.

Trafic d'enfants

Pour deux millions cinq cent mille anciens francs, il est possible d'avoir un bébé au marché noir, délai de livraison : six mois. Des négriers d'un genre nouveau ont organisé un réseau de vente d'enfants. Ils contactent de jeunes libanaises célibataires enceintes et leur proposent de prendre leur enfant contre un cadeau. Les bébés sont revendus à des familles bourgeoises européennes ne pouvant avoir d'enfants.

Grève au lycée de Corbeil

Dès la rentrée, les enseignants du lycée de Corbeil (Essonne) se sont mis en grève, comme prévu dès le mois de juin. Quinze maîtres auxiliaires, dont certains travaillaient depuis plus d'un an, n'ont pas été repris cette année. Outre la réintégration des maîtres auxiliaires laissés sur le pavé, les enseignants de Corbeil exigent la démission du proviseur, M. De Miceli, pour «incompétence, désorganisation du lycée et abus de pouvoir». L'an dernier, suite à un rassemblement devant le bureau du proviseur, la police était intervenue, l'établissement était resté fermé dix jours, et huit élèves avaient été exclus. Le proviseur ne tolère pas l'action syndicale dans son établissement et encore

moins la contestation des élèves, même la plus anodine.

La grève du lycée de Corbeil est un cas isolé, la rentrée s'est en général effectuée sans heurts. André Henry, secrétaire général de la FEN a clairement laissé entendre qu'il n'engagerait pas d'actions contre la réforme Haby. «Nous nous opposons à toute dispersion des efforts, nous refusons les grèves à répétition». Henry attend mars 78, l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Les professeurs du C.E.S. Jean Valette de Saint-Amand-Montrond (Cher) eux, n'ont pas attendu 1978. Ils ont décidé de ne pas appliquer la réforme Haby.

LUTTES OUVRIERES

Chantiers Dubigeon (Nantes)

CONTRE L'ALLONGEMENT DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL ET LES LICENCIEMENTS

• Pour le douzième jour consécutif, 2 500 travailleurs des chantiers de construction navale Dubigeon (ferry-boats, sous-marins), ont reconduit tacitement leur grève ce lundi matin. La modification du système de pointage quotidien n'est pas l'unique objectif de la grève.

C'est à la rentrée que tout commençait : ce jour-là, les travailleurs de Dubigeon se voyaient contraints d'effectuer leur pointage non plus au vestiaire mais dans leurs ateliers ou sur les chantiers de travail, (ainsi, le «*qual des antilles*»), situés parfois à un kilomètre des vestiaires. Conséquence : plusieurs centaines d'ouvriers allaient être obligés d'arriver de 10 à 15 minutes plus tôt au travail... et de rester 15 minutes plus tard. «*Avant, on partait du chantier ou de l'atelier à l'heure nécessaire pour pouvoir pointer à l'heure précise, au vestiaire. Maintenant, la direction entend fixer un «délai de route», de quatre minutes. Avec ce «délai» la plupart des gars louperont leurs cars, le soir (la plupart des travailleurs habitent à 20 kilomètres).*»

Parallèlement, la direction de Dubigeon, a décidé de multiplier le nombre de pointages en plus de ceux du matin et du soir, elle prétend imposer aux travailleurs, de pointer avant midi et après midi. «*Alors que l'on n'a déjà que cinquante minutes pour tout faire, c'est-à-dire se changer, faire la queue à la cantine, manger, se redéshabiller... et rejoindre les bateaux. Bref, on nous demande de manger en un quart d'heure.*»

Allongement de la journée de travail, réduction du temps de repas telles sont les deux conséquences de la décision de

Dubigeon, contre lesquelles les travailleurs sont rentrés en grève.

La grève a consisté au départ à refuser de pointer à midi. Aussitôt la direction réagissait en affichant une lettre menaçant les travailleurs de mises à pied, etc.

Elle refusait pour la première fois depuis de longues années de discuter du renouvellement et de l'amélioration de l'accord d'entreprise ! C'était la grève totale.

LES LICENCIEMENTS A L'HORIZON

Avec sa décision de renforcer le système du pointage, la direction de Dubigeon vise-t-elle une augmentation de la productivité, la suppression des temps morts ? Pourtant avec l'ancien système, il n'y avait pas de «creux», «*C'est vrai qu'avec le système de pointage qu'on avait jusqu'ici, il y avait une certaine tolérance. Mais que la direction ne vienne pas nous dire que ça rejaillissait sur le travail. Tu vois chez Dubigeon, il y a un planning. Je n'ai jamais vu un bateau partir en retard, même si les gars prenaient dix minutes de plus pour manger !*»

En fait, chez Dubigeon, on n'est pas loin de penser que ce problème des pointages, avec l'allongement de la journée de travail qui



en découle, n'est que le prélude à d'autres attaques encore plus graves celles-là qui se préparent dans les semaines à venir : des licenciements, attaques dont les patrons souhaiteraient détourner l'attention : «*Ils prévoient de licencier environ 200 travailleurs à 56 ans et huit mois. La première année, payés à 70 %, la seconde à 35 % jusqu'à 60 ans. Certains ont encore des gosses à élever. Ils auront 1 400 F par mois.*»

La direction de Dubigeon prévoit aussi la mutation ou le déclassement avec perte de salaire de 245 ouvriers, qui seront licenciés en cas de refus. C'est aussi le blocage des

salaires qui se profile à l'horizon avec la suppression du système d'indexation des salaires sur les prix (indexation déjà bien imparfaite !).

«*Il faut bien préciser que c'est contre tout cela qu'on se bat.* La lutte se durcit : la semaine dernière, les travailleurs ont été faire une petite «*déssive*» dans les grands bureaux, pour faire sortir les cadres au travail. «*Peut être qu'ils vont nous lock outter comme il y a deux ans, lors d'une lutte pour le renouvellement de l'accord d'entreprise, mais s'ils ne cèdent pas, les gars sont décidés à occuper la boîte !*»

Roubaix : «Les fils à tricoter se vendent mal...»

Prouvost-Masurel licenciée

Le vendredi 16 septembre, se tenaient deux réunions importantes aux établissements Prouvost-Masurel : le matin, le conseil d'administration, suivi l'après-midi par le comité d'établissement, pour examiner la situation. Après un long développement sur les difficultés de rentabilité de l'entreprise, la direction du groupe Prouvost Masurel SA annonce sa décision de réduire les frais des services généraux et commerciaux, et des services industriels, tout en sauve-

gardant au maximum les emplois liés à la production, dit-elle. Un communiqué de presse CGT - CFDT est immédiatement rédigé :

«*Lors du comité d'entreprise du 16-9-77, la direction du groupe Prouvost Masurel SA a annoncé des suppressions d'emploi, surtout dans les services administratifs et commerciaux. Un nouveau CE, le 23 septembre en fixera le nombre. Les raisons invoquées : concurrence des naves à bas salaires*

stagnation des ventes des fils à tricoter, non rentabilité des fils texturés et industriels, due à la très vive concurrence, aussi bien en France qu'à l'étranger. Pour les organisations CGT et CFDT, quelles que soient les raisons invoquées, elles n'expliquent pas tout. En effet, les investissements à l'étranger en 76, pour le groupe Prouvost Masurel SA, sont plus élevés que ceux de Prouvost Masurel au cours des 3 dernières années. Le groupe a en

outre perdu des sommes énormes dans l'implantation des nouvelles usines à l'étranger. Pour éclaircir ces divers points, nous avons demandé de porter la discussion au niveau du comité central d'entreprise. Le refus de la direction est édifiant. Les organisations CGT et CFDT appellent les travailleurs à se mobiliser pour la défense de leur emploi, par des moyens qu'ils définiront ensemble dans les jours qui viennent.»

Corresp. Roubaix

«Défaillances d'entreprises»

Le nombre de règlements judiciaires, liquidations et faillites, augmente régulièrement : 1 320 rien que pour le mois d'août. Depuis le début de l'année, il y en a eu 9 077, plus de 1 000 de plus que pour l'an dernier à la même époque.

Issoire : Wassmer occupé

Vendredi, le tribunal de commerce d'Issoire (Puy-de-Dôme), prononçait la liquidation judiciaire de la société aéronautique Wassmer-aviation. Elle était spécialisée dans la fabrication de planeurs et d'avions de tourisme. C'est le deuxième dépôt de bilan pour l'entreprise. Dès la nouvelle connue, les 85 licenciés ont occupé l'usine.

Furnon : élections particulières

Parmi les «*engagements*» de Furnon lors de la discussion à l'inspection du travail, figure la tenue d'élections de délégués du personnel, sous l'égide de l'inspection du travail, et avant le 15 octobre. Le problème, c'est que ces élections ne concerneront que les ouvrières de l'atelier «*annexe*», c'est-à-dire celles qui sont syndiquées, et qui sont restées sans travail pendant des mois, puisque Furnon refusait qu'elles rentrent dans l'atelier principal, cela malgré les décisions des tribunaux. Pour ce qui est du paiement des ouvrières qui n'ont pu travailler depuis le mois de mai, le tribunal d'Alès se prononcera le 22 septembre. Pour l'instant, elles n'ont obtenu que le principe d'un acompte de 3 000 francs chacune.

Le 11 juillet, la CGT avait déjà signé un accord du même genre. Quelques jours après, Furnon commençait à licencier.

Vichy : mutées par la Thomson elles occupent

Depuis jeudi, les 40 ouvrières de la Thomson, à Vichy, occupent leurs ateliers. Le 10 août dernier, la direction avait annoncé, au cours d'un comité d'entreprise, sa décision de fermer l'entreprise le 15 septembre, et de commencer immédiatement à muter les 40 ouvrières, par paliers, à l'usine de Moulins. Deux jours après, un lundi matin, les 17 ouvrières désignées pour cette première charrette refusaient de prendre le car qui devait les conduire à Moulins. Le directeur, monsieur Coffin, faisait constater par huissier qu'elles ne voulaient pas prendre le car, et leur refusait tout travail à l'intérieur des ateliers vichyssois. Il faisait retirer leur carte de pointage du tableau d'entrée, et les considérait comme en absence illégale et non rémunérée. En signe de solidarité, leurs collègues encore au travail ont débrayé.

Depuis, chaque jour, la même scène s'est reproduite, les 17 ouvrières étant là régulièrement à l'heure du travail, le car affrété par la direction aussi. Mais la fermeture étant décidée pour le 15, les ouvrières ont décidé d'occuper.

Pour elles, une mutation à Moulins pose de nombreux problèmes d'ordre familial, beaucoup ont des enfants. Elles refusent de rentrer dans les considérations de leur patron, qui préfère regrouper ses activités, et faire suivre le personnel. A Vichy, il y a déjà plus de 2 000 chômeurs, dont près de 63% sont des femmes. Elles exigent de pouvoir travailler sur place.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

POLITIQUE

Les acquis des nettoyeurs du métro sont remis en cause



Juin 77, les travailleurs du métro en grève pour une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail.

«NE PAS ATTENDRE LE FAIT ACCOMPLI»

• Pour la seconde fois en quinze jours, le «comité des six entreprises» de nettoyage du métro a appelé les travailleurs à une Assemblée générale. Il avait été convenu à l'issue de la grève de cet été que le Comité de grève continuerait à se réunir, pour maintenir l'unité construite dans la lutte et se préparer contre toute contre-offensive patronale. Utile précaution puisque déjà la RATP et les patrons des entreprises tentent de revenir sur les concessions imposées par la lutte.

Dans l'immédiat, cette tentative se traduit par des licenciements abusifs qui ont valeur de revanche en dépit des engagements pris, et par des refus de payer leur dû aux travailleurs (rappels de salaire, congés «souterrains»).

Mais plus graves encore sont les projets patronaux pour la fin de l'année. A l'occasion de la redistribution des marchés, il est question de confier le nettoyage à 12 entreprises, au lieu de 6 actuellement, cette opération s'accompagnant de licenciements collectifs.

En manoeuvrant de la sorte, les patrons espèrent saper l'unité que les travailleurs ont su construire, et renforcer l'isolement. De même une telle transformation permettrait de dis-

perser les syndicats de démanteler l'organisation syndicale. Enfin, ces mesures remettraient en cause les avantages acquis.

C'est donc une offensive d'ampleur que préparent les patrons et la RATP contre les travailleurs : renforcer encore leur exploitation et les priver de toute possibilité de lutte, voilà l'objectif patronal.

C'est pourquoi la question de la lutte est déjà clairement posée par la CFDT. Ne pas attendre d'être mis devant le fait accompli suppose une mobilisation d'ampleur des nettoyeurs. Un responsable de la CFDT a bien montré la dimension du problème en affirmant : «Il faut obtenir un degré de mobilisation comparable à celui du mois de juin».

Pour y parvenir de nombreux moyens sont mis en œuvre : assemblées générales, permanences régulières, et surtout l'action opiniâtre des délégués qui mènent sans relâche une campagne d'explication auprès de leurs camarades. Bien entendu les assemblées ne font pas encore le plein des travailleurs, et on conçoit que la grève de cet été, malgré son issue positive, a été particulièrement difficile et qu'une deuxième mobilisation après une si courte pause ne soit pas chose aisée. Mais on rouve déjà dans ces assemblées le dynamisme, la détermination, l'esprit d'unité qui ont caractérisé la grève de cet été.

Philippe DANZAIN

Imprimerie MPI (Etampes)

Les trente ouvriers de l'imprimerie MPI à Etampes organisent ce samedi une journée portes ouvertes (Rue Cinq Mars, près de l'Hôtel de Ville). Il y a un peu plus de 2 ans, ils avaient déjà occupé pendant plusieurs semaines pour que l'imprimerie ne ferme pas, ce qu'ils avaient obtenu. L'entreprise avait été rachetée. Aujourd'hui, la lutte recommence, pour les mêmes raisons.

Caterpillar : quatre blessés

Quatre ouvriers ont été blessés jeudi, lors d'une explosion, à l'entreprise Caterpillar de Grenoble. Deux d'entre eux ont été hospitalisés pour des brûlures.

le club de la presse

SOISSON D'ACCORD AVEC CHIRAC... MAIS SURTOUT AVEC J.J. S.S.

«J'aurais aimé que François Mitterrand parle comme Robert Fabre avant lui.»

C'est là la déclaration essentielle de Soisson dimanche soir au club de la presse d'Europe 1. Une grande partie des propos du chef du Parti Républicain a consisté en des appels du pied au PS, par MRG interposé. En effet, si l'invité de l'émission a déclaré que «la majorité est toujours prête à s'élargir», il a clairement fait comprendre que le MRG n'était malgré tout que du petit gibier. Cela ne l'a pas empêché, après avoir souligné l'identité des conceptions socialistes et radicales de gauche, de complimenter les radicaux de gauche pour leur geste de mercredi dernier. «Les radicaux ont toujours été des hommes de liberté (...) Robert Fabre a une certaine façon de poser les vrais problèmes (...) Les radicaux de gauche sont comme nous partisans d'une économie de marché, de la libre entreprise, de la décentralisation (...) Entre R. Fabre et G. Marchais, il y a des désaccords de fond (...)».

Ce point de vue appelait la question naïve d'un journaliste qui demandait s'il fallait considérer ces propos comme une invitation au MRG et au PS «à sauter la barrière».

Confiant : «je ne me lierai à aucune tentative de récupération», Soisson a déclaré un peu contrit que ce qu'il appelle lui-même «le rêve» de la coalition social-giscardienne ne sera sans doute pas réalisé avant les prochaines législatives. «Nous suivons avec vigilance et intérêt le débat de fond qui se mène entre les partis de gauche, demain peut-être des convergences nouvelles pourront apparaître» mais l'accord de la majorité nous lie jusqu'aux

nouvelles pourront apparaître, mais l'accord de la majorité nous lie jusqu'aux élections» a-t-il dit pour ne pas paraître trop demandeur.

UN FRONT ANTI-R.P.R. QUI NE DIT PAS SON NOM

Puisque le «rêve» est impossible dans l'immédiat, le P.R. s'est rabattu sur le Manifeste de la majorité : celui-ci, a assuré Soisson à plusieurs reprises, met un terme aux divisions de la droite : «Nous avons définitivement tourné la page de la querelle. (...) Naturellement, s'empresse-t-il d'ajouter, il y aura des primaires (plusieurs candidats de la majorité au premier tour) «à deux», (...) «D'un côté, a-t-il con-



M. Soisson expérimentant une «chaussette». Un entraînement à se faire évacuer en catastrophe qui pourrait se révéler utile en 78.

firmé, le RPR, de l'autre un candidat commun P.R., CDS, schrébérien». Pour justifier cette attitude, Soisson rappelle un récent sondage montrant que la majorité s'en sortirait moins mal si elle présentait plusieurs candidats. Il a oublié de rappeler qu'il n'y a pas plus de deux mois, il bataillait pour un «Programme commun de la majorité» et des candidats uniques dès le premier tour mais... Chirac n'en voulait pas. Il n'a pas précisé non plus ce que devenaient dans ces conditions les quelques dizaines de candidats uniques qu'ils ont désignés avec force difficulté à la fin de l'été.

LES CANDIDATS «GOUVERNEMENTAUX»

Soisson va même plus loin puisqu'il affirme que les Français souhaitent connaître les réponses qui seront apportées par la majorité à leurs préoccupations. «Eh bien ça, je dis que c'est l'affaire du gouvernement et qu'il n'y a de programme de gouvernement que le programme du gouvernement, que M. Raymond Barre définira, présentera aux Français, et il le fera naturellement après que les formations de la majorité aient défini leurs propres objectifs, et nous verrons alors quelles sont les réactions à ce programme, qui soutient, qui approuve le programme de M. Raymond Barre et qui, en échange recevra donc tout naturellement le soutien et l'appui de M. Raymond Barre».

Dans son bulletin confidentiel d'information de lundi, La lettre de la Nation, le RPR se déclare préoccupé par cette déclaration.

La page de la querelle est-elle tournée ?

LES «RÉFORMES» SOISSONIENNES

Pour peaufiner son image d'homme de réforme qui veut «répondre aux aspirations de la jeunesse» dont, nous a-t-il dit, il se sent très proche depuis son passage au secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Il a montré l'exemple en ce qui concerne la moralisation de la vie politique française : coût de la campagne PR de cet été, un chiffre quelque peu sous-estimé, de l'ordre de 509 000 francs (à peine 50 millions d'anciens francs !). Et Soisson se déclare partisan de l'instauration des concours de pronostics sur les matchs de football. «Il y a un problème de financement du sport qui ne sera pas réglé uniquement sur les subventions».

Par ailleurs, son parti animant une radio qu'on ne peut décemment pas appeler «libre», «Radio-fil bleue» à Montpellier, il est partisan d'une légalisation de cette pratique ; la sienne bien entendue, car en ce qui concerne les autres, «cela ne doit pas conduire à l'anarchie italienne, à la cacophonie des ondes, au méli-mélo politique».

François MARCHADIER

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Union de la Gauche

RACCOMMODAGE

... pour combien de temps

Mais de la réconciliation probable de l'union de la gauche, on ne saurait évidemment conclure à sa solidarité. Depuis des années, le pacte du programme commun était présenté aux travailleurs comme une alliance durable, capable de gouverner en satisfaisant les revendications essentielles des travailleurs. L'attitude des partis de gauche, freinant, dispersant les luttes depuis 3 ans, la minceur des promesses du programme commun, l'absence totale de garanties de ces pro-

messes, la distance de ce programme avec les aspirations au socialisme manifestées dans les luttes et le combat quotidien de la classe ouvrière, toutes ces raisons avaient déjà amené nombre de travailleurs à ne plus voir dans l'union de la «gauche» que la moins mauvaise solution lors du choix de 78. Mais la polémique sur la réactualisation qui se déroule depuis 4 mois, achève de révéler la vraie nature du programme commun, et de l'union de la gauche. Le forcing de

Marchais, Fiterman et autres Kanapa pour faire étreindre la liste des nationalisations, et pour réserver les ministères qui lui seront éventuellement concédés, s'il est totalement étranger aux revendications des masses, est décisif pour la mise en œuvre par le PCF de son projet de capitalisme d'Etat où les leviers de commande seraient colonisés par une bourgeoisie recomposée, intégrant les dirigeants du PCF. Compromis entre deux projets de capitalisme, le capitalisme d'Etat

Suite de la une

du PCF, et la poursuite de la gestion pure et simple du capitalisme préparé par le PS et le MRG, l'alliance du programme commun est condamnée à la rupture, même si celle-ci ne peut intervenir avant les élections de 78. Les éclats de Fabre ne sont qu'un avant-goût des crises beaucoup plus graves qui éclateront entre le PCF et ses partenaires après les élections. C'est cette leçon durable qui doit ressortir de l'incident de mercredi dernier.

J.-J. - S.S. à la radio

Jean-Jacques Servan-Schreiber était lundi matin l'invité d'Europe n° 1. Il est bien sûr revenu sur la nécessité de construire une nouvelle majorité, nouvelle majorité qui rejeterait le RPR : «20 ans, ça suffit, c'est à la fois une vérité historique, c'est à la fois une nécessité politique, et c'est à la fois la volonté manifeste des Français.» Il a d'autre part affirmé que les fameuses «réunions à trois», toujours sans le RPR, se tenaient toujours : «Il y en a déjà eu beaucoup, et le dis publiquement, personne ne peut le nier. Il faut sans doute qu'elles débouchent, par conséquent il faut les conditions politiques... La seule manière de faire campagne... de proposer aux Français ensuite les sacrifices nécessaires, par conséquent les réformes qui devront les environner, c'est de dire la vérité.»

Enfin, il conclura en déclarant : «Il y a deux grands démagogues, qui promettent aux Français des lendemains qui vont chanter, alors qu'il faut au contraire dire aux Français que les prochaines années vont être dures... ce sont Monsieur Marchais et Monsieur Chirac.»

D'un commis-voyageur à l'autre

Robert Pontillon, secrétaire national du Parti socialiste, a clairement exposé ce que seront les «changements» d'un éventuel gouvernement de gauche, concernant les relations de la France avec l'impérialisme américain, à l'occasion du voyage de Barre à Washington : «L'arrivée de la gauche au pouvoir ne remettra pas en question les engagements internationaux de la France, pas davantage qu'elle n'affectera, entre les deux pays, la qualité des relations nourries par l'histoire et fondées sur le respect mutuel et le souci de l'indépendance nationale.»

Sur le voyage du premier ministre, qu'il qualifie de «commis-voyageur de la droite», il ajoute : «Raymond Barre n'a obtenu aucun engagement du gouvernement américain sur l'atterrissage du Concorde à New-York.»

F.O. ne fait pas de politique

«Nous ne verrons pas d'un bon œil la mise en place d'institutions qui, sous couvert d'accroître le pouvoir des salariés dans l'entreprise, deviendront des tribunaux où des salariés seront mis en accusation.»

La direction de ce «syndicat» jaune était réunie pendant le week-end à Chamorilles (Loiret) afin d'étudier les plates-formes syndicales CGT-CFDT. Brouillant, pêle-mêle, conseils d'ateliers tels que les propose la CFDT, et conseil d'administration avec des représentants des directions syndicales tel que c'est inclus dans le programme du PCF, Bergeron exprime à la fois sa peur devant la colonisation des postes par le PCF, et sa crainte devant l'éventualité d'une intervention plus directe des travailleurs dans la vie de l'entreprise.

Communiqué de presse

(du PCMLF-MAINTENU)

«Dans une situation nationale et internationale en crise, face au chômage, à la hausse des prix et la répression brutale de leurs revendications, les masses populaires aspirent chaque jour plus à un changement de régime.»

Les vieux partis bourgeois multiplient les promesses démagogiques et préparent leur affrontement, les uns pour s'accrocher au pouvoir, les autres pour le prendre ou plutôt le reprendre : tous les partis de l'Union de la gauche ont déjà participé à la gestion du pouvoir entre 1945 et 1958.»

Le PCMLF-maintenu annonce qu'il «est résolu à participer activement à la bataille politique de 1978 afin que la voix des travailleurs en lutte, y compris nos frères immigrés et les jeunes qui n'ont pas le droit de vote, puisse se faire entendre et afin de développer les forces conscientes de la nécessité de la révolution prolétarienne.»

Il conclue «les propositions politiques et axes d'interventions plus concrets de notre Parti au cours de cette bataille politique, seront rendus publics dans un document particulier.»

Ecologie 78

REGROUPEMENTS DES ÉCOLOGISTES EN VUE DES ÉLECTIONS

Une quarantaine d'écologistes se sont réunis le week-end dernier près de Fécamp pour préparer les élections législatives. L'idée de fédérer les divers groupes existants date déjà ; elle est discutée depuis plusieurs mois et lors de réunions nationales, notamment au Larzac, en août dernier. Elle a abouti à la réunion de ce week-end dernier, où les groupes présents ont annoncé qu'ils se dotaient d'une organisation nationale : Écologie 78, et se sont mis d'accord sur la démarche à adopter lors des scrutins. Une des questions abordées tourne autour de l'attitude de l'Union de la gauche vis-à-vis de leurs revendications spécifiques ; les conclusions actuelles sont précises, quant aux habituels marchandages de la dernière heure : «Tout contact est possible d'ici au premier tour. En revanche, aucune négociation à quelque niveau que ce soit n'aura lieu entre les deux tours de scrutin. En outre, chaque candidat d'Écologie 78 s'engage à refuser toute opération locale, négociée ou non pouvant aboutir à des désistements, retraits ou reports

de voix en faveur d'autres candidats pour l'ensemble des deux tours.»

En fait, la «clarification» intervenue ce week-end n'est que partielle. D'une part «SOS - Environnement», autre groupement écologique implanté à Paris et dans sa banlieue, a refusé de s'associer à la réunion, et pour l'instant donc ne participe pas de cette structuration «Écologie 78». D'autre part

l'adoption d'une position unique face au 2^e tour n'est pas réglée : pour certains, il s'agit de négocier avec le PS pour finalement se rallier à lui, pour d'autres il s'agit de refuser effectivement de choisir entre la droite et la gauche. Rappelons qu'un dernier sondage créditait les listes écologiques de 5% des intentions de vote. Ces 5% au premier tour seraient surtout prélevés sur l'électorat du PS, et favoriseraient ainsi directement le PC au détriment du PS, et risquent de faire devancer le PS par le PC dans plusieurs circonscriptions. C'est la raison pour laquelle le PS essaie de trouver un terrain d'entente avec des écologistes !

Chronologie de la «réconciliation»

Les derniers éclats de la fêlure provoquée mercredi par les radicaux de gauche se volatilisent rapidement. La chronologie des faits montre que la réconciliation était acquise depuis vendredi au moins !

que son leader a dit la veille au débat télévisé. Le soir même, Loncle devait déclarer : «Nous envisageons les choses avec plus d'optimisme». Il ajoutera : «Nous ne faisons pas preuve d'un optimisme béat. Rien n'est réglé. Mais tout peut être réglé.»

VENDREDI MATIN

Marinée très chargée pour Pierre Bérégoz, chef de la délégation socialiste : il a d'abord rendez-vous place du colonel Fabien au siège du PCF, avec Charles Fiterman. Entrevue rapide, qui n'excédera pas une heure, pendant laquelle les deux hommes se mettront d'accord sur le principe de la reprise du sommet de la gauche ; il est vraisemblable que mardi avait été retenu, compte-tenu du fait que le PS avait son comité directeur lundi.

Bérégoz, à peine sorti de l'immeuble du PCF, retrouve trois responsables du Mouvement des Radicaux de gauche, Loncle, Bracque et Schwartzberg, qui ont mandat pour décider de la marche à suivre. Déjeuner entre ces messieurs où l'on verra Bérégoz ne pas cacher, au contraire, que bon nombre de socialistes ont approuvé l'attitude du MRG vis-à-vis du PS. Mais il est encore trop tôt pour se passer du PCF. «Soyez patients» devait-il penser !

L'APRÈS-MIDI

Une délégation des radicaux de gauche est reçue par Fiterman dans son bureau : chacun redit ce

SAMEDI

Réapparition de Robert Fabre, qui déclare : «Pour nous, ces négociations n'ont jamais été rompues, mais suspendues.» Dans le même temps, Fiterman déclarait : «Il apparaît que la négociation pourrait reprendre à partir de lundi. Un projet de communiqué commun avait même été rédigé en ce sens. Nous attendions dans la soirée une réponse définitive du MRG. Or, à l'heure qu'il est, nous n'avons pas de réponse. Nous sommes extrêmement préoccupés. La situation est sérieuse. Rien ne peut en effet justifier les atermoiements de Robert Fabre et dans ces conditions, nous ne pouvons pas ne pas nous interroger.» Fiterman rectifiera après la déclaration de Fabre, en proposant mardi comme date de reprise des négociations. Le parti socialiste, quant à lui, fera connaître par Bérégoz, qu'il était prêt à reprendre lui aussi la négociation.

Dernière étape lundi, où le matin, Marchais, tint une conférence de presse et l'après-midi, le comité directeur du PS devait confirmer cet état de fait.

O.L.

abonnez-vous

Le quotidien du peuple

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
- Pèkin Information
- La Chine en Construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
 - Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lajeune)
 - La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
 - Les enfants de Xisha (Haoran)
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN)
 - La Commune de Paris (Lasagaray)
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F
 F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

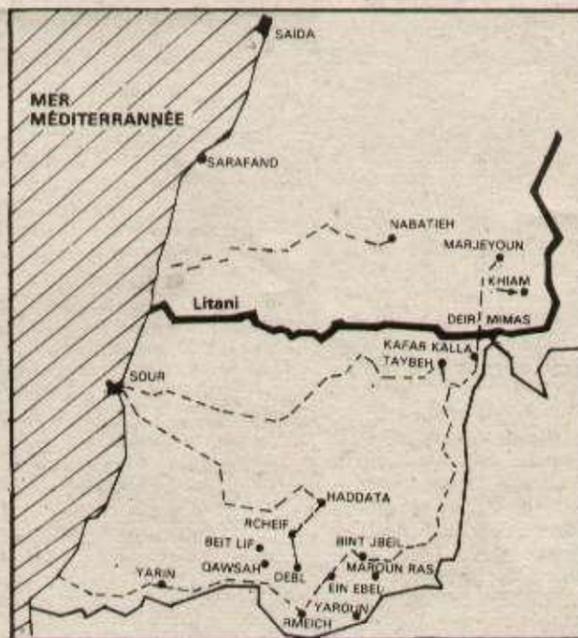
INTERNATIONAL

Sud-Liban

VIOLENTE OFFENSIVE SIONISTE

Alors que se prépare la discussion d'un règlement pour le Proche-Orient à l'Assemblée des Nations Unies, les sionistes appuyant par leur artillerie et leur aviation les forces fascistes libanaises qu'ils encadrent ont lancé une offensive sans précédent au Sud-Liban à la fin de la semaine dernière.

Vendredi et samedi, les miliciens fascistes ont lancé une offensive contre les localités de Kfar Hamam et de Khiam à quelques kilomètres de la frontière. Cette attaque a été appuyée par des bombardements de l'artillerie et de l'aviation sionistes. Vendredi à 14 heures, les appareils sionistes ont bombardé le village de Khiam. Ce village est tenu par les forces patriotiques et palestiniennes et domine Marjayoun, tenu par les fascistes et la plaine du Houleh. La chute de



Khiam, annoncée par les sionistes, a été démentie samedi par l'agence palestinienne Wafa. Les sionistes retransmettent les combats en direct à la télévision.

Chamoun, dirigeant du «front libanais» fasciste, en visite en Syrie, a soutenu l'intervention sioniste, en rejetant la responsabilité sur la Résistance Palestinienne. Il a en effet déclaré : «Nous nous élevons contre la présence des Palestiniens armés qui, à notre avis, fournit aux Israéliens le prétexte d'une intervention au Liban».

Yasser Arafat a refusé tout retrait des troupes de la Résistance et a envoyé, par l'intermédiaire des représentants de l'OLP, des messages aux chefs d'État arabes pour les mettre en garde contre la gravité de la situation au Sud-Liban. D'autre part, le Conseil Central de l'OLP qui devait se dérouler samedi a été reporté de 48 heures pour permettre aux dirigeants de la Résistance Palestinienne de suivre la situation au Sud. Le premier ministre libanais a, d'autre part, discuté de ce sujet avec le chargé d'affaires américain.

Les détours de Dayan

Dayan, ministre sioniste des Affaires Etrangères, était en route samedi pour les Nations-Unies. Il devait rencontrer Haig, chef d'Etat-Major de l'OTAN, à Bruxelles. En fait, il est en plus passé à Paris où il est resté trois heures au Hilton de Orly. Puis il est reparti en Israël, où il a rencontré Begin avant de rejoindre l'ONU. Les bruits les plus divers ont circulé au sujet de cette escale. Dayan aurait rencontré Mendès-France, ou un autre intermédiaire avec les pays arabes, ou une personnalité arabe. En tout cas, Begin a déclaré «Dayan a fait du bon travail ce week-end en Europe».

Éthiopie

Mengistu aux abois

Alors que le régime du DERG, affaibli par le départ de plusieurs ministres, voit sa base s'affaiblir davantage et son isolement s'accroître, il lance un nouvel appel à la mobilisation générale devant les défaites successives qu'il essuie en Érythrée, en Ogaden et en Éthiopie face aux révolutionnaires. Le commandement militaire a appelé tous les militaires en retraite jusqu'à l'âge de 60 ans à rejoindre l'armée. Il a réquisitionné tous les véhicules disponibles à Addis-Abeba. Le gouvernement de Mengistu appelle tous les civils capables de se battre à rejoindre le front

de l'Ogaden ou de s'organiser dans leurs quartiers pour dénoncer et éliminer les «ennemis de l'intérieur». Il semble que la ville de Jijiga, importante base militaire éthiopienne, à 65 km de la frontière somalienne, qui avait fait l'objet de combats acharnés la semaine dernière, soit finalement tombée.

Le président somalien Siad Barre, qui effectue actuellement une tournée dans plusieurs pays arabes, a affirmé dans une interview que, comme en Érythrée, les troupes éthiopiennes en Ogaden étaient encadrées par des conseillers sionistes.

En bref... En bref...

CUBA - USA

Le gouvernement cubain a déclaré que, malgré la normalisation des relations avec les USA, il n'indemniserait pas les sociétés américaines confisquées en 1959.

USA

A la suite de son audition par une commission sénatoriale, le proche collaborateur de Carter, Bert Lance, semble avoir été blanchi, pour le moment.

ITALIE

Un attentat à la bombe contre les bureaux du journal La Stampa à Turin a causé d'importants dégâts matériels et blessé sept employés.

ALLEMAGNE

L'Allemagne de l'Est a libéré 90 prisonniers politiques qui sont passés à l'Ouest. Le gouvernement de Schmidt a payé 40 000 marks pour chaque prisonnier.

AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud développe ses capacités nucléaires en construisant un cyclotron, accélérateur de particules, qui la place à la pointe de la recherche nucléaire.

CANADA

Le premier ministre Trudeau a annoncé un important remaniement ministériel. Il a créé un secrétariat d'Etat aux relations provinciales et un ministère d'Etat au multiculturalisme. Pour la première fois, depuis la création de la confédération canadienne, c'est un francophone qui reçoit le portefeuille des finances.

VIETNAM-USA

Le Département d'Etat américain a annoncé qu'il était prêt à reprendre les discussions avec le Vietnam, commencées en juin, pour la normalisation des relations entre les deux pays. L'agence de presse vietnamienne a annoncé que les corps de 22 soldats américains seraient remis aux Etats-Unis le 30 septembre.

SEYCHELLES

Trois Français accusés d'espionnage ont été expulsés la semaine dernière, des Iles Seychelles. Parmi ceux-ci, un nommé Duchemin qui aurait fait partie de l'OAS et aurait fourni des mercenaires à Tshomba au Katanga, et aux fascistes libanais.

Club de Londres :

PARTAGE DES MARCHÉS OU MONOPOLE NUCLÉAIRE

● Mardi doit se tenir le *Club de Londres*, qui regroupe tous les pays exportateurs de technologie nucléaire : les USA, l'URSS, l'Angleterre, l'Allemagne de l'Ouest, le Canada, la France et le Japon. A ces 7 pays fondateurs du Club en 1975 se sont joints 7 autres pays en passe de se doter d'une technologie nucléaire : la Suède, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Comme d'habitude, les débats ne seront pas rendus publics avant un certain temps ; le *Club de Londres* est fermé, il délibère secrètement. Mais en son sein se livre une âpre concurrence, en même temps qu'USA et URSS y défendent avec vigueur le monopole de l'arme nucléaire.

Le nucléaire, c'est un énorme marché. Selon les prévisions de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (Agence de Vienne), en 1980, 40 % de l'électricité sera d'origine nucléaire en Allemagne de l'Ouest. En 2 000, la moitié de l'électricité égyptienne et les 2/3 de celle du Pakistan seront fournis par des centrales atomiques. Les États-Unis disposent d'une capacité de production capable de couvrir la moitié de ce marché. Dans les faits, au cours des dernières années, leur part a été moindre. La France et l'Allemagne notamment, parce qu'elle n'exigeaient pas, sur l'utilisation de technologies qu'elles exportaient, des conditions de contrôle aussi dures que celles des USA, ont remporté des marchés importants sur les Américains.

Tout en obtenant des concessions de la part de ces pays, les USA n'ont eu de cesse de mettre sur pied un moyen de contrôle international par lequel les pays concurrents s'engageraient à respecter les

règles fixées par les USA et l'URSS. Ce fut le *«Club de Londres»* : la première décision fut *«d'harmoniser»* des règles d'exportation : tous les pays doivent appliquer les mêmes conditions, ce qui signifie pour l'essentiel appliquer les règles fixées par les USA lorsqu'ils négocient un marché. Les concurrents des USA perdent ainsi une partie de leurs avantages commerciaux. L'autre règle est d'exiger un contrôle sur les installations pour empêcher les acheteurs de technologie nucléaire de devenir à leur tour producteurs.

LE MONOPOLE SUR LES COMBUSTIBLES

Le partage des marchés, le contrôle de la technologie nucléaire seront encore au centre de la réunion du Club : les USA ont le contrôle sur le marché des centrales et veulent que s'exerce un contrôle sur la production des combustibles, ce qui signifie d'une part l'arrêt des exportations d'usines de retraitement, telles que celles



Sur notre photo, l'usine de séparation des isotopes de l'uranium à Valindaba (Afrique du Sud). Le club de Londres n'a pas l'intention d'interdire l'arme nucléaire aux pays racistes comme l'Afrique du Sud.

qu'ont réalisées l'Allemagne au Brésil et la France au Pakistan ; d'autre part pour alimenter les centrales, la création de postes d'enrichissement.

Si, pour le premier point, les USA et l'URSS ont la même position, fondée sur le souci de *«non-prolifération»*, c'est-à-dire en fait le monopole de l'arme nucléaire, le second point devrait être un chapitre important de la

réunion convoquée par Carter qui regroupera les pays occidentaux pour le mois d'octobre. Des projets américains prévoient la création d'un certain nombre de ces centres... aux U.S.A.

LA DÉFENSE DU MONOPOLE DE L'ARME NUCLÉAIRE

Si les USA et l'URSS qui dominent le *«Club de Londres»* veulent pouvoir contrôler tout acquéreur de technologie nucléaire, c'est qu'ils veulent lui interdire l'accès aux utilisations militaires du nucléaire. C'est là l'autre enjeu du Club de Londres : il ne s'agit pas seulement de disputer des marchés, il s'agit pour les USA et l'URSS de faire appliquer les dispositions du traité de non-prolifération nucléaire. Ce traité interdit aux pays signataires, n'ayant pas d'arme nucléaire, de s'en doter, et aux pays qui en disposent de les céder à des pays *«non-nucléaires»*. Par un contrôle strict sur la technologie, par un monopole réaffirmé sur la production des combustibles, les USA et l'URSS entendent imposer ce traité, y compris aux pays non signataires. Ce qui est en jeu pour eux, ce n'est pas l'interdiction de l'arme nucléaire pour des pays racistes et fascistes comme l'Afrique du Sud, mais la défense de leurs prétentions à l'hégémonie mondiale.

Grégoire CARRAT

La délégation du Quotidien du Peuple de retour de Chine

Pékin, 14 septembre 1977 (Hsinhua). Au terme de sa visite en Chine, la délégation du Quotidien du Peuple, organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste de France, ayant comme chef Robert Emery et chef adjoint, Gabriel Ferréol et avec ses membres, Fabien Vaudois, Stéphane Raynal et Annie Cossin, a quitté Pékin le 13 courant pour regagner son pays.

Pendant son séjour en Chine, la délégation s'est inclinée devant la dépouille mortelle du président Mao Tsé-toung et a offert une couronne. Elle a encore visité Pékin, Tchangcha, Chaochan, Changhai et Taking où elle a fait l'objet d'une hospitalité amicale et d'un accueil chaleureux de la part des organisations du parti et des masses, locales.

Feng Hsiuan, chef adjoint du département de liaison internationale du CC et PCC, a rencontré et fêté la délégation. La délégation a encore visité le Renmin Ribao (Quotidien du Peuple) et a été reçue et fêtée par son rédacteur en chef Hou Ki-wei.

(Communiqué de l'Agence Chine Nouvelle)

Nous commençons à publier, dès la fin de cette semaine, le reportage *«La Chine à l'heure du XI^e Congrès»*, réalisé par la délégation du Quotidien du Peuple qui vient d'effectuer un séjour en Chine.

Afrique du Sud : le ministre de la police en difficulté

Kruger, ministre raciste de la police et des prisons, est l'objet d'attaques de plus en plus importantes à la suite de la mort en prison de Steve Biko, fondateur du mouvement *«Conscience Noire»*. Des *«libéraux»* ont demandé la démission de Kruger. Depuis jeudi, il a multiplié les explications contradictoires : il a commencé par dire que Biko qui faisait la grève de la faim, avait été nourri, la veille de sa mort, par des injections intraveineuses, alors qu'il avait déclaré auparavant qu'il ne serait pas nourri de force. Finalement, Kruger a été contraint de promettre une enquête, visant à faire retomber les responsabilités sur ses subordonnés.

les amis des racistes

Début septembre, Gafny, gouverneur de la Banque israélienne des réserves, a fait une visite d'une semaine en Afrique du Sud. Il a rencontré ses collègues de Prétoria. Au cours de sa visite, il a souligné que les économies d'Israël et de l'Afrique du Sud étaient complémentaires, Israël important des matières premières, tandis que le régime de Vorster peut bénéficier de la technologie des sionistes. Cette coopération s'est particulièrement développée ces dernières années dans le domaine du nucléaire et dans le domaine militaire : en 1976, l'Afrique du Sud aurait investi environ 25 millions de dollars dans l'industrie militaire israélienne qui lui a fourni des vedettes porte-fusées, des mitraillettes et du matériel électronique.

De son côté, la Société des grands travaux de Marseille, entreprise française, a obtenu un contrat pour l'étude d'un projet de port au Transkei. Et, le producteur d'acier américain Armco a acquis les droits miniers sur des terrains situés dans le district de Marico, au Transvaal occidental.

Harry Oppenheimer, qui dirige le puissant trust minier de la De Beers vient de transférer le siège de sa filiale qui exploite les mines de diamants de Kimberley à Windhoek en Namibie. Il prend cette mesure en prévision de l'indépendance de la Namibie.

bref...En bref...En bref...En bre

Affaire Schleyer

Après avoir reçu de nouvelles preuves du fait que Schleyer est toujours en vie, Schmidt a une fois de plus réuni son cabinet de crise dimanche. Pour le DKP, le principal groupuscule révisionniste de RFA rendu à la légalité après les négociations de Brandt avec la RDA à la fin des années 60, l'affaire Schleyer est très simple : la RAF (Fraction armée rouge) est manipulée par le gouvernement Schmidt qui la protège.

ITALIE

Le premier ministre Andréotti a remanié son gouvernement. Il a remplacé Lattanzio, ancien ministre de la Défense, qui avait été critiqué après l'évasion de Kappler, et lui a donné le portefeuille des Transports.

ESPAGNE

Le Parlement espagnol doit débattre cette semaine de la question du Sahara occidental. Il pourrait remettre en cause les conditions dans lesquelles, en guise de décolonisation, le gouvernement Navarro avait livré le pays au régime d'Hassan II en 1975.

PAKISTAN

Alors que l'état d'urgence a été levé et que les dirigeants de l'opposition à l'ancien premier ministre ont été libérés, Bhutto a été à nouveau arrêté. Le gouvernement militaire veut le faire passer en cour martiale avant les élections du 18 octobre.

FBI ET GESTAPO

Les documents secrets du F.B.I. rendus publics jeudi montrent que le chef du FBI,

Hoover, a poursuivi la collaboration de la police US avec la Gestapo, jusqu'au 4 décembre 1941.

ITALIE

Les Soviétiques ont signé leur premier accord de collaboration industrielle avec une firme occidentale. Ils ont constitué avec l'organisme gouvernemental l'I.R.I. une compagnie dont ils détiennent 50 % des parts et qui sera chargée de l'étude et de la réalisation des usines d'acier et de métallurgie.

ANGLETERRE

La première usine d'uranium enrichi utilisant le procédé de centrifugation a été ouverte en Angleterre. Construite en association avec les USA, cette usine est la concurrente du projet Tricastin.



☛ Congrès de l'ANUC, 21 et 25 février 1977

COLOMBIE: des paysans contre les « colons » de la terre

Interview de l'« Association nationale des usagers de la campagne » (ANUC)

Recueillie par Héléne VARJAC

L'ANUC : une organisation des masses paysannes

► *Quotidien du Peuple :*
qu'est-ce que l'ANUC ?

— C'est une organisation démocratique large, de masse, qui lutte contre les grands propriétaires fonciers pour la défense des revendications paysannes ; cette lutte a aussi un caractère politique, puisque le pouvoir est entre les mains de ceux qui monopolisent la terre, quelques 400 familles de « colons » qui sont en place depuis plus de quarante ans. C'est une anecdote, mais significative. Lopez Cabellero, fils du président de la république, manœuvre depuis trois ans pour chasser des paysans de leurs terres et en accaparer de nouvelles.

► *QdP :* Au début, l'ANUC avait été créée à l'initiative du gouvernement, pour encadrer les paysans. Aujourd'hui, l'ANUC s'est totalement émancipée de cette tutelle, et elle est en butte à une répression sauvage. Comment s'est effectuée cette radicalisation du mouvement ?

— L'ANUC est totalement indépendante depuis 1972. Il faut se rendre compte de l'extrême degré de concentration de la terre : 0,79 % des propriétaires détiennent 41% de la terre en Colombie, soit plus de 12 millions et demi d'hectares, souvent laissés en friche. Contre ce monopole de la terre, il est possible d'unir les paysans petits et moyens. Cependant aujourd'hui

d'hui dans l'ANUC, il y a surtout des paysans pauvres.

Ils brûlent les maisons et assassinent les paysans

La bourgeoisie colombienne ne recule devant aucun moyen pour réprimer ceux qui revendiquent le droit à la terre : des bandes armées, montées par les propriétaires fonciers, avec la participation de la police, brûlent les maisons d'habitation des paysans de l'ANUC, mettent à feu les cultures, enlèvent des paysans et les assassinent. Cela s'est produit récemment encore à la propriété « El Acto de la Libertad », près de Casanare. Ces pratiques se font avec la complicité des organes locaux du pouvoir. Dans cette « fisco », le propriétaire, qui possède déjà 24 000 hectares a trafiqué des documents pour s'en attribuer 100 000 hectares ! Et pourtant, le gouvernement parle de réforme agraire !

La lutte contre l'Incora (Institut de réforme agraire)

► *QdP :* En quoi a consisté au juste cette réforme agraire, menée sous l'égide de l'Incora (Institut national colombien de réforme agraire) ?

— En principe, il s'agit d'attribuer de la terre à des paysans sans terre. Pour cela, l'Incora achète aux propriétaires fonciers

un morceau de leur plus mauvais terrain et regroupe plusieurs familles — 30, 35 sur 80 hectares —, constituant ainsi des « entreprises communautaires ». Il y en a environ 1 000 comme cela. Cependant, c'est l'Incora qui gère l'entreprise, et le paysan paye son lopin environ trois fois plus cher qu'il n'a été acheté. Le système existe depuis 1968. A présent, il ne reste plus aucune illusion sur cette réforme. Les paysans des entreprises communautaires ont été transformés en

L'ANUC

Mobilise 2 millions de paysans sur 9 millions
Est implantée avec 14 000 comités de base
700 associations municipales
25 associations départementales

Extrait du programme de l'ANUC

Point 3, chapitre 5

Les changements profonds dont a besoin notre pays, et pour lesquels nous, les paysans, nous luttons aux côtés du reste du peuple, peuvent être obtenus si les larges masses d'ouvriers, de paysans, et d'autres secteurs nationalistes réalisent une révolution démocratique et patriotique, dirigée par la classe ouvrière pour abattre le pouvoir des classes réactionnaires et de l'impérialisme.

salariés agricoles de l'Incora qui a introduit tout un système de surveillance : une fois par semaine, le bétail est contrôlé, c'est l'Incora qui décide quelles cultures il faut faire et qui verse le salaire une fois par semaine. L'an dernier, il y a eu une rencontre nationale des entreprises communautaires pour exiger l'autonomie des entreprises et des délais pour payer la terre. Depuis 1974, le gouvernement ne parle plus de réforme agraire, mais de « commercialiser la campagne ».

14 000 hectares de bonne terre simplement parce qu'elles sont dans la montagne.

La terre pour ceux qui la travaillent

L'ANUC insiste beaucoup sur la mobilisation des masses paysannes. Avant chaque occupation des terres, les paysans étudient les conditions concrètes de la zone à occuper, le rapport de forces sur le terrain, de façon à isoler complètement le propriétaire foncier. Ensuite, après ce travail de réflexion préalable, le propriétaire est dénoncé nommément dans toute la zone, de grandes concentrations paysannes y compris les femmes et les enfants se produisent sur les terres à occuper. On s'organise pour résister à l'encercllement par l'armée et la police, pour le ravitaillement. A l'heure actuelle, nous ne sommes pas pour les affrontements armés, car ce

serait faire des paysans de la chair à canon. Les mobilisations très massives, les occupations des locaux de l'Incora, des terres pendant plusieurs mois de suite, représentent une force réelle. Quand il y a des arrestations, les femmes continuent la production et vont manifester à la ville. De cette façon, l'ANUC a remporté des succès. Par exemple, pour le Congrès de l'ANUC, le gouvernement voulait militariser la zone où devait se tenir le Congrès ; mais il y a eu une telle mobilisation, une telle solidarité de tous les secteurs populaires qu'il a dû y renoncer. Cependant, après le Congrès, il y a eu 400 arrestations.

Le droit de s'organiser le droit de savoir le droit de vivre

L'ANUC intervient aussi sur tous les aspects de la vie paysanne. Dans un pays où 85% des paysans sont analphabètes, la constitution d'écoles, la tenue de séminaires, la politique d'éducation au sein même de l'ANUC sont des tâches très importantes, de même que les problèmes de la santé. Non seulement, le gouvernement ne fait rien là-dessus, mais il réprime ceux qui tentent de prendre en mains ces problèmes. Aujourd'hui, à la campagne, le droit des paysans à s'organiser est l'enjeu d'une lutte. Et l'ANUC essaie de développer cette organisation à tous les niveaux, y compris dans les « veredas », les petits hameaux. C'est ce qui fait sa force. Mais seuls les paysans ne peuvent pas triper !

Des liens avec la classe ouvrière

► *QdP :* Y a-t-il l'ébauche d'une alliance avec la classe ouvrière ?

— L'unité se réalise ponctuellement, dans des luttes. Par exemple, à Cali, lors de la grève de Riopaila, une raffinerie de sucre, les paysans de Valle sont allés apporter leur soutien et des vivres ; il y a ainsi des échanges d'expérience qui se font, parfois des stages d'études où se retrouvent paysans, ouvriers et intellectuels. L'an dernier, en décembre, il y a eu un essai pour organiser, en zone rurale, une rencontre nationale du syndicalisme indépendant. Mais le chemin est encore difficile. Il faut à la fois reconnaître le rôle décisif de la classe ouvrière et ne pas refuser le rôle de la paysannerie dans le processus révolutionnaire colombien.

► *QdP :* Quel est le point qui vous paraît le plus important dans ce quatrième Congrès de l'ANUC ?

— C'est le fait d'être passé d'une plate-forme d'orientation idéologique à un véritable programme démocratique et révolutionnaire. Et puis aussi, le renforcement des liens avec d'autres secteurs populaires.

(à suivre)

STRUCTURE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Hectares	Nombre de propriétés	Nombre total d'hectares	Moy. des propriétés en ha	% de propriétés	% de la terre
0-10	859 884	2 234 383	2,6	73,1	7,2
100	265 636	7 850 821	30,5	22,6	25,3
500		7 249 742		3,6	26,5
+500	8 394	12 665 054	1 500	0,7	41

PROGRAMME TELE

Lundi 19 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les maraudeurs attaquent
 22 h 05 - Je t'aime, tu dances
 23 h 30 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 55 - Portrait de l'univers. *Des chercheurs de l'Institut Pasteur font le point sur ce que l'on connaît aujourd'hui des cellules vivantes.*
 23 h 05 - Zig-Zag
 23 h 35 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash Journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma public : *Duel dans la boue*
 22 h 00 - Journal

Mardi 20 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Au-delà de l'horizon. Aujourd'hui : l'Inde
 21 h 30 - Monde sans frontières. *C'est au moment où l'enlèvement de H.M. Schleyer, le patron des patrons allemands, déclenche une véritable hystérie policière que TF 1 a choisi de diffuser cette émission tournée à Hambourg, il y a plusieurs mois.*
 22 h 25 - Tennis : coupe Davis
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Dossiers de l'écran : *«Que la fête commence»*
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Western : *«La montagne des neuf Spencer»*
 22 h 10 - Journal et fin

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Éditions Denoël

71^e épisode

— Tu continues et tu essaies de ne pas tirer trop fort.

Et Gilles s'éloigna.

J'étais seule dans la voiture. Arezki l'avait quittée depuis quelques minutes. Je sortis de la voiture et la contournai. Le Magyar posait les feux arrière. Une fatigue sournoise sciait mes muscles au ras des mollets. J'appuyai mon bras droit sur le couvercle levé du coffre. Il vacilla et se referma. J'entendis le cri du Magyar. Il lâcha son outil et plus prompt que moi releva le couvercle. Mais le bord, à cet endroit de la chaîne, était

Coup d'éclat des radicaux

ROCARD : «PAS DE QUOI S'INQUIÉTER, C'EST NORMAL»

Dimanche, un petit square à Levallois. Pour une fête — tristounette — «de la rose», organisée par le PS à la veille de la réunion de son comité directeur, Michel Rocard a choisi l'allure décontractée, le ton «entre amis» et le discours «improvisé».

Discours qui durera très peu de temps, d'ailleurs, devant une assemblée assez peu fournie et très respectueuse, c'est-à-dire ne posant pas de question. Il est vrai qu'elle n'avait pas été invitée à le faire.

En annonçant d'entrée de jeu que «la nature de notre travail dénature le sens de notre projet», le secrétaire national du PS s'efforce de restituer une image de marque quelque peu éclaboussée par les querelles sans grandeur des derniers jours.

En faisant un développement sur «la fête» qui lui permet d'égratigner au passage ses partenaires de l'Union de la gauche, en stigmatisant «Trigano, ce vendeur de loisirs qui vient nous manger notre temps» et qui est aussi... un bailleur de fonds du PCF, le secrétaire national en vient au vif du sujet :

«C'est à l'unanimité depuis maintenant cinq ans, qu'à chaque comité directeur le PS affirme sa volonté d'unité pour le Programme commun de gouvernement, à l'occasion des élections...»

Suit toute une série d'initiatives où le PS s'est montré unitaire. «Aujourd'hui, poursuit Rocard, je prends la parole dans un moment un peu difficile.»

Mais pour lui, s'il y a querelle au sein de l'Union de la gauche, «non seulement il n'y a pas de quoi s'inquiéter, mais c'est normal». Les raisons de cet optimisme ? Tout d'abord, «l'état des adversaires» divisés, qui n'ont pas «15 jours pour arriver à s'entendre sur leur manifeste, lequel compte douze pages dont six au moins sont consacrés aux attaques contre la gauche.» C'est un argument pour le moins curieux, pour rendre un peu de crédibilité au Programme commun, que de s'appuyer sur le délabrement avancé de la droite ! Cela ne gêne pas Rocard, qui poursuit en se félicitant de ce que les trois partenaires aient le courage de tenter d'actualiser le Programme commun. Cependant, «les trois partis de gauche qui discutent ont un point de désaccord, qui porte sur le niveau de comptabilité entre ce qu'il faut faire pour assurer le changement social, et qui est nécessaire... et la vitesse avec laquelle il faut le faire.» Et pour appuyer

ce discours «réaliste» où se retrouvent en filigrane tous les prétextes de «mauvaise santé de l'économie» avancés par le PS pour refuser un certain nombre de mesures envisagées par le PCF, Rocard affirme : «Trois fois depuis le début du siècle, les forces de gauche sont venues au pouvoir et s'en sont allées honteusement. Nous n'avons pas l'intention de recommencer.»

Une fois affirmée, cette volonté du PS de s'installer solidement au pouvoir, Rocard précise : «La délégation du PS, nous restons fondamentalement optimistes, parce que l'enjeu, c'est non seulement la capacité de la gauche à prendre le pouvoir, mais

d'y rester efficacement, et y rester efficacement, c'est avec la confiance des travailleurs. La confiance, cela passe par le ralentissement, le redressement du commerce extérieur.»

Une nouvelle fois, le Parti Socialiste se targue de faire en priorité, lorsqu'il sera au pouvoir, non les améliorations sociales auxquelles les travailleurs ont droit, mais le redressement économique vu avec la lunette du technicien bourgeois ; et pour cela, il se targue d'obtenir le consensus social !

Enfin, Rocard conclut : «Il n'y a pas de drame : ça devrait pouvoir se conclure rapidement, et je dirai heureusement.»

En aparté sur les radicaux de gauche

«D'abord, vous savez, les radicaux ne sont pas des socialistes. Ils ont une grande réticence à l'extension du secteur d'État. Nous, au PS, nous nous sommes prononcés depuis longtemps sur la décentralisation, pour un projet autogestionnaire, avec des commissions municipales, des comités de quartier... Pour sa part, le PCF a un projet plus centraliste. Mais par rapport au programme commun de la gauche de 72, vous verrez déjà des changements ; c'est un compromis, mais c'est un meilleur compromis qu'en 72. Avec les radicaux aussi, c'est un compromis, qui peut être temporaire. Mais s'ils signent pour cinq ans, ça nous suffit, et pour eux, c'est déjà bien. C'est un compromis, mais les projets restent différents.»

encore une ferraille coupante. La main du Magyar, son avant-bras s'étaient couverts de sang.

Je regardai sans rien dire son poignet ouvert ; et Mustapha, le Marocain et un autre, regardaient aussi stupidement que moi.

Le Magyar tenait son poignet. Le sang coulait librement. Il fit avec ses doigts le geste de nouer serré un mouchoir qu'il tira de sa poche. Je bougeai. Je pris le mouchoir raide de croûtes séchées pour en faire un garrat de fortune.

— Venez, dis-je.

Il me suivit. Bernier n'était pas à sa place. Nous le cherchâmes. Les autres nous regardaient, et je fus satisfaite qu'Arezki me vit.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

Gilles s'était approché. Je lui expliquai. Il prit dans le casier de Bernier un boa pour l'infirmier. Il se ravisa et m'en donna un second.

— Accompagnez-le. Il ne parle pas français.

Nous traversâmes la rangée des machines. Personne ne siffla. Le Magyar était impressionnant. Au premier étage, quand nous passâmes devant les urinoirs, il s'arrêta et me dit «pisser». Ce mot aussi il l'avait appris.

Je l'attendis devant la porte. Il ne ressortait plus. Je m'inquiétai, j'imaginai un malaise et, comme personne n'était en vue, afin de voir ce qui se passait j'ouvris la porte. Ça sentait fort, comme dans une étable. C'était écœurant. Le Magyar faisait sa toilette. Il avait tiré le pan de sa chemise, l'avait mouillé à l'eau courante des urinoirs et frottait les paumes de ses mains. Je lui fis signe «vite, vite». Il sourit et me montra une paume presque blanche.

Sur le mur défiguré de graffiti, il y avait des

inscriptions revendicatrices gravées au couteau.

« Nos cinq francs. »

« Des douches. »

« Le P.C. au pouvoir. »

Peu d'entre elles étaient obscènes.

— Vite, dis-je encore au Magyar qui, maintenant, lavait sa figure avec le même pan mouillé.

Sur le mur de droite était gravé, en lettres tremblées, sans doute écrites à la hâte : « VIVE LA LEGERI. »

C'était, bien sûr « Vive l'Algérie », et cela émouvait que l'auteur ne sût même pas écrire ce qu'il voulait ainsi glorifier. Je me rappelai la pancarte de Mustapha « Ne pas tu se ». J'aurais voulu parler de tout cela avec Arezki.

J'expliquai à l'infirmière comment s'était produit l'accident, et je laissai le Magyar assis sur une chaise, considérant la bouillotte chantante. Ses yeux exprimaient une totale satisfaction. Il devait se féliciter d'avoir fait toilette pour accéder dans cette pièce blanche et chaude. L'infirmier était, pour tous ces hommes ballottés de l'usine au foyer ou au baraquement, ou à l'hôtel sordide, une image de la douceur de vivre, un luxe qu'ils pouvaient s'offrir de temps en temps.

Je regagnai l'atelier et remis à Bernier le bon tamponné par l'infirmière.

— Qu'est-ce qu'il a ? me demanda-t-il.

— On va l'envoyer à l'hôpital, je pense.

— Ces étrangers, soupira-t-il, ils ont le chic pour les accidents.

— C'est de ma faute. J'ai fermé le couvercle involontairement.

à suivre

Heurs et malheurs du gouvernement Suarez

En quelques mois, le gouvernement de Suarez vient d'essuyer deux escarmouches dont il est sorti ébranlé : la fronde des banques, et le mécontentement des petites et moyennes entreprises, utilisée par les secteurs les plus fascistes du pays. Les deux dernières grandes grèves, celle de l'hôtellerie et de la chaussure ont montré la fragilité d'un pacte social tacitement appuyé par les partis bourgeois. Les revendications nationales ne se satisfont pas de semblants d'autonomie. Le parti de Suarez, qui est aujourd'hui le parti de la classe dominante, est en proie à un autre élément de faiblesse interne : ses contradictions qui ont des incidences au sein du gouvernement, au parlement, et dans l'opinion.

L'UCD : un ramassis hétéroclite

Quand il est devenu clair que la Réforme Politique du franquisme ne suffisait pas, et que la solution démocratique bourgeoise s'est profilée à l'horizon, avec ses échéances électorales, Suarez s'est lancé à la hâte dans la constitution de l'Union du Centre Démocratique, agglutinant pêle-mêle franquistes évolutionnistes, libéraux, secteurs démocrates-chrétiens. Ce qui fonde l'unité de tous ces chiens de garde, c'est d'avoir mangé en commun au ratelier franquiste, et de vouloir rester au pouvoir. Mais, certains ministres, comme Garrigues Walker se plaignent en confidence aux journaux qu'il n'est pas

possible de discuter au gouvernement des questions essentielles (économie, autonomie par exemple) et que si ça continue, ils démissionneront. Les économistes avouent faire des plans qui ne seront pas appliqués parce qu'ils dérangent trop de susceptibilités et n'ont pas de consensus social. Certains «libéraux» de poids, écartés l'an dernier attendent leur heure dans l'ombre : c'est le cas notamment de Areiliza, comte de Motrico, ex-ministre des affaires étrangères dont on reparle en ce moment. Et Suarez s'évertue à dire qu'il a bien un programme, qu'il présentera un de ces jours en public.

Gouverner seul ou avec d'autres ?

C'est sur cette question que le parti et le gouvernement de Suarez sont le plus divisés. A l'origine, il y a la proposition des révisionnistes de constituer un «gouvernement de rassemblement national pour sortir de la crise», allant du PC jusqu'à Suarez. L'idée commence à faire son chemin. Alvarez de Miranda, membre de l'UCD, président du congrès (réunion des 2 chambres) a déclaré le 1er septembre : «Mon opinion personnelle, comme homme de parti, non comme président du congrès, est que la si-

tuation que traverse le pays exige un Gouvernement de Rassemblement National dans lequel tous les partis puissent collaborer à la solution des problèmes en suspens et à l'installation définitive de la démocratie». Le 3 septembre, Suarez déclarait : «Un gouvernement de concentration nationale n'est pas nécessaire ; ce qui est nécessaire, c'est un gouvernement majoritaire, comme dans les pays démocratiques, et ce gouvernement majoritaire doit être formé par le parti majoritaire à l'issue des

La formule actuelle : une force très provisoire !

2

Reportage d'Hélène VARJAC

Les élections municipales : une échéance périlleuse pour Suarez

Il est peu probable qu'il y ait des changements importants avant les élections municipales qui devraient avoir lieu avant décembre. Les modalités du scrutin, notamment le maintien ou non du «tiers corporatiste» hérité du franquisme peuvent influencer sur le résultat. Mais on donne déjà le PSOE gagnant. Cette échéance va

accroître les difficultés déjà nombreuses de l'UCD. Tôt ou tard, celle-ci devra partager le pouvoir ; alors que tout semble conclure à un diagnostic de crise, de gouvernement, personne ne semble vouloir la provoquer. C'est en réalité ce qui fait la force très provisoire de la formule actuelle.

«L'horreur du vide»

La classe dominante sait qu'elle n'a pas de solution de rechange, en dehors de Suarez. C'est pourquoi les tensions dans l'équipe actuelle n'iront guère au-delà de remaniements ministériels secondaires.

Le PC se sent encore trop faible, trop minoritaire dans le pays pour jouer sa carte. Il espère grossir à l'ombre de la situation actuelle, et laisser le Parti Socialiste se griller dans la gestion de la crise.

Mais ce dernier, justement à cause des risques de la situation n'est pas pressé de partici-

per au pouvoir. Le 4 août dernier, Suarez a déclaré à la presse : «Si les socialistes m'avaient demandé à partager le pouvoir après les élections, ils m'auraient mis dans une situation difficile.» Mais Felipe Gonzalez, premier secrétaire du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, a déclaré au cours de conversations privées : «Nous n'avons pas demandé un gouvernement de coalition, parce qu'on nous aurait peut-être répondu oui». Voilà qui illustre l'embarras des partenaires !

élections, c'est à dire enterrées. Mais déjà, l'UCD». Les dissensions d'autres remue-ménage ont été provisoirement se font entendre...



Suarez l'envahisseur

L'UCD sera-t-elle une auberge espagnole ?

Une hypothèse non négligeable de la situation, est que l'Alliance Populaire de Fraga essaie de regagner dans le jeu parlementaire ce qu'elle a perdu sur le plan électoral. La discussion du projet de constitution a fait apparaître une alliance conjoncturelle entre le PSOE et l'Alliance sur deux points au moins : la forme de gouvernement, lié au problème de la monarchie, et la question de l'autonomie, puisque ce sont les deux seuls partis à ne pas avoir parlé de «nationalité» dans le projet de constitution. Un rééquilibrage plus à droite encore pourrait alors se faire, avec des gens comme Martin Villa, qui lui aussi a parlé de démis-

sionner, et d'autant plus que le gouvernement Suarez va être obligé de lâcher plus qu'il ne voulait sur les nationalités. Le gouvernement Suarez serait alors obligé de «s'ouvrir» à des gens plus proches de l'Alliance.

Mais l'Alliance populaire se porte mal. Certains de ses membres les plus influents, comme Licio de la Fuente l'ont quitté, sans avoir encore quitté le groupe parlementaire. D'autres parlent d'en faire autant. Ceci pourrait prêter à un élargissement à droite du Centre Démocratique, laissant alors un espace politique pour un «centre gauche», à l'instar de ce qui est en cours en Catalogne.

«CHIFFRES DE CRISE»

Balance des Paiements	
Déficit : 1 600 millions de dollars	
Inflation officielle : 26% pour 77	
Inflation réelle : 40 % environ	
Taux de croissance du PNB (Produit National Brut)	
Prévu	6 %
Réel	2 ou 3 %
Chômage	1 million et demi
Evasion des Capitaux	× 5 depuis la mort de Franco



Le problème des nationalités

LES NATIONALITÉS : UN «PROBLEME» TOUJOURS PRÉSENT

Le gouvernement Suarez avait cru pouvoir régler rapidement le «problème catalan». Il avait conclu un accord avec Taradellas, président en exil de la Generalitat. Mais «le problème catalan» est toujours là. Avec un million de personnes dans le centre de Barcelone dimanche dernier, le peuple catalan a indiqué qu'il ne voulait pas d'un semblant d'autonomie. Les parlementaires catalans ont repris des négociations et ont gagné sur quelques points : il sera tenu compte des résultats électoraux dans la formation du futur

gouvernement, le «conseil». Les responsables provinciaux, issus directement du pouvoir central à l'époque du fascisme n'y figureront plus. Même si ces concessions peuvent satisfaire dans l'immédiat les bourgeois nationalistes, et contribuer à geler la situation, le peuple catalan ne transigera pas sur ses droits nationaux. Et ce n'est pas la création d'une télévision catalane qui changera les choses !

provoque le rejet absolu d'importants secteurs... Pour désigner les collectivités ethnico-territoriales espagnoles, des termes de nation ou de région, seul celui de région peut être incorporé à un texte constitutionnel». Le président du gouvernement basque en exil, Leizaola, se montre soucieux surtout de «redonner l'équilibre à Euskadi» et se déclare prêt à discuter avec le gouvernement.

EUSKADI : UNE SITUATION EXPLOSIVE

En Euskadi, la situation est bien différente de la Catalogne. Aucune négociation n'a été engagée avec le gouvernement qui déplore l'absence d'interlocuteurs responsables comme Taradellas. Malgré leur poids électoral, ni le PNV (nationaliste bourgeois, 30 % des voix), ni le PSOE (20 %) n'ont de prise réelle sur la situation. Les socialistes pour leur part rejettent la notion même de nationalité.

LA NAVARRE DANS LE PAYS BASQUE

Mais le maintien de prisonniers politiques basques et la demande d'extradition d'Apala d'une part, la poursuite d'une répression et d'une occupation policière particulièrement fortes de l'autre, conjugués aux tentatives de liquidation du peuple basque depuis 40 ans, ont beaucoup radicalisé les revendications basques et leur forme d'expression. Le seul retour au statut de 1931, ou une situation prolongée de transition vers l'autonomie apparaissent comme inacceptables. De même que le refus de Madrid d'inclure la Navarre dans le Pays Basque est inacceptable. ETA et les autres organisations patriotiques jouissent, semble-t-il, de la sympathie populaire ; le cri d'«independentzia» s'est souvent fait entendre au cours de la Marche de la Liberté. La situation en Euskadi est d'autant plus explosive qu'attendre pour le peuple basque, c'est risquer de disparaître.

LE PSOE : PAS DE NATIONS DES RÉGIONS

«Donner officiellement le nom de nationalité à des entités autres que l'ensemble de la communauté espagnole est non seulement discutable, mais